



LETTRE D'INFORMATION POUR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

N° 42

CORAF/WECARD

## **Paco Sérémé, le secrétaire exécutif : " Nous sommes une association internationale apolitique et libre d'agir dans l'intérêt de notre sous-région "**

*L'idée d'une restructuration fut lancée, à N'Djamena, en 1997, elle fit son petit bonhomme de chemin pour devenir une vision stratégique, à l'escale d'Accra, en 1998, puis elle prit la forme d'un Plan stratégique de coopération pour la recherche et le développement agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre, au terminus de Dakar, en 2000. Depuis novembre 2006, date de démarrage du processus de son actualisation et de sa révision, le Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles et ses Partenaires scrutent les dix prochaines années de la vie de la sous-région, 2007-2016. La chronique, qui a commencé dans le trente et unième numéro, en relate les péripéties.*

*Paco Sérémé, le secrétaire exécutif, se prête ici au feu roulant des questions des journalistes, Abdoulaye Thiam d'Africa N° 1, Blaise Martial de l'Agence panafricaine d'information, Abdoulaye Mody Sow du bimensuel Vision Francophone, El Hadji Ndiaye du quotidien national, le soleil, Mamadou Abibou Diallo de Sud Quotidien et Elisabeth Laure Njipwo de West African Democracy Radio. C'était à l'issue des deux premiers ateliers sur les priorités et activités de recherche de ce processus, tenus du 14 au 18 novembre 2006, à Saly Portudal, au Sénégal.*

(Suite à la page 7)



CORAF/WECARD

## **George Sonni n'est plus**

**M**OURIR N'EST PAS UN PROBLÈME pour l'homme. Le problème de l'homme est de mourir sans raison : c'est-à-dire sans avoir rempli son devoir et acquis son droit. Depuis mars 2003, date de son entrée dans le Comité exécutif, devenu Conseil d'administration, du CORAF/WECARD, George Sonni en a administré la preuve



George Sonni.

éloquente. Participant à sa dernière Assemblée Générale des 26, 27 et 28 avril 2006, il y a tout juste presque un an, jour pour jour, George vient de quitter pour toujours ses collègues ainsi que ses parents, amis et alliés. C'était le 5 mai dernier, à Banjul, à la suite d'une courte maladie. Dans le Conseil sous-régional, il a successivement représenté le collectif des Organisations non gouvernementales, pour lesquelles il a été un digne délégué et un fervent défenseur de leur cause. A côté des représentants du Secteur privé et des Organisations professionnelles des producteurs, les

(Suite à la page 10)

## L'Afrique trace sa voie agricole

*Le Cadre pour la productivité agricole en Afrique (FAAP) est la vision stratégique futuriste que l'Afrique donne à son agriculture, moteur du char de son développement. Une vision étant faite pour être vécue, le*

**Q**UI SE DEMANDAIT, IL Y A PEU, SI l'Afrique refuse le développement ! Il n'avait peut-être vraiment pas totalement tort, tellement son coma était profond. Et comme y échapper est possible, l'Afrique semble s'être réveillée, s'en remettre et s'en sortir avec des initiatives hardies. Parmi celles-ci le Cadre pour la productivité agricole en Afrique (FAAP), concocté par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et l'Union africaine. Il trace l'avenir agricole continental. Mais sachant qu'une vision est une vision, les Chefs d'Etat ont fait faire le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique pour la réaliser et en ont confié le mandat au Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA). Il était plus que temps, étant donné l'extrême gravité de la situation interne et externe. Des défauts chroniques, de tous ordres, entravent la bonne marche d'un nombre important de programmes sur la productivité agricole. L'insuffisance légendaire des performances du secteur et la chronicité du marasme économique et social des producteurs ne s'expliquent pas autrement. La faiblesse du niveau des capacités, de l'implication de l'utilisateur et du secteur privé ainsi que l'inefficacité des systèmes d'appui aux producteurs poursuivent leur grand bonhomme de chemin, mettant en péril ces programmes et freinant les progrès censés être réalisés par l'agriculture. La nature de ces appuis et l'inadéquation des financements accordés à la recherche, à la diffusion des technologies et à leur adoption viennent noircir davantage ce tableau. C'est pourquoi, il est prévu l'amélioration de la productivité par la mise en place d'une composante sur l'innovation accélérée et efficace. Une stratégie de redynamisation, d'expansion et de réforme des activités de recherche, de diffusion et d'adoption

*Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) est conçu pour la mettre en œuvre. La série d'articles, entamée dans ce numéro, en dévoile " les tenants et les aboutissants ".*

des résultats l'est également.

### Influencer positivement la résolution des problèmes

En effet, il y a de l'espoir dans l'air, mieux de l'espérance, de voir ces tendances renversées. A commencer par le soutien technique et financier que les Partenaires au développement ont promis, dans plusieurs fora, de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, etc. S'y ajoutent les éléments essentiels nécessaires à l'évolution des programmes nationaux de productivité agricole, réunis par le Cadre, et les principes directeurs émanant des consultations de tous les acteurs agricoles. Ainsi le Cadre indique la voie de l'utilisation de telles dispositions, afin d'améliorer les performances. Il met en exergue la nécessité de la reproduction et de l'élargissement de tels programmes au moyen de l'accroissement des investissements. De même, il indique la manière peu sectorielle de leur fourniture comparée à celle du passé. Pour cela, la priorité est à accorder à l'assurance de la jonction entre les ressources propres africaines et les ressources extérieures.

D'ailleurs, le Cadre n'a-t-il pas pour autre objectif d'emmener les partenaires extérieurs à se concerter, de façon à influencer positivement la résolution des problèmes et à renforcer les capacités africaines d'innovation agricole ? Alors...

**Contact :** Armand Faye  
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP  
CP 18523, Dakar, Sénégal  
Tél. : (221) 869 96 18  
Fax : (221) 869 96 31  
E-mail : armand.faye@coraf.org  
Internet : www.coraf.org

## 7<sup>e</sup> Assemblée générale Comment faire participer la Société civile

*Comme de coutume à Coraf Action, lorsque les boss du CORAF/WECARD se réunissent en Assemblée générale, comme la septième du genre, tenue du 25 au 28 avril 2006, à Serekunda, à Banjul, les travaux des ateliers thématiques sont relatés. Cette fois, ils sont au nombre de deux. Le compte rendu du premier a été publié dans le précédent numéro.*

**F**ULGURANTE, SON IRRUPTION SUR presque tous les échiquiers l'est. La Société civile, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, est bien entrée dans le monde de la recherche agricole et du développement rural. En Afrique de l'Ouest et du Centre, comme ailleurs, il n'y a plus qu'à célébrer la consécration. Et c'est ce que l'Assemblée générale du CORAF/WECARD, tenue du 25 au 28 avril 2006, à Banjul, entend instruire, en organisant un atelier sur sa participation effective dans ses activités et son management.

Présidé par Lapodini Marc Atouga, de la Plateforme HUB, et conduit par le facilitateur, Mamadou Guèye, l'atelier a, d'abord et avant tout, commencé par examiner de plus près cette participation de la Société civile. Sans ambages, les participants considèrent qu'elle est encore limitée et mettent le doigt sur les causes. Il s'agit de la faible connaissance des activités du Conseil sous-régional, de l'absence de concertation à la base, de la faiblesse à tous les niveaux du système de communication, de l'isolement historique des chercheurs, de l'absence d'instance de concertation entre ces derniers et les Organisations de la société civile (OSC).

Dès lors, pour les participants, les enjeux ont pour noms le changement de régime alimentaire, la réduction de la pauvreté, la souveraineté alimentaire, la lutte contre la malnutrition, le développement à la base, la décentra-



lisation, l'intégration régionale, la globalisation et la libéralisation, les conditions du commerce international. Ils ont également campé les rôles et les besoins des différents acteurs. Pris dans leur globalité, les besoins tournent autour de la modernisation du Secteur privé pour la recherche, la promotion des opportunités offertes par la recherche, l'information sur l'évolution des marchés, le renforcement des capacités sur les technologies appropriées, la meilleure connaissance des Organisations de la Société civile et de leurs champs d'action, l'information sur les champs expérimentaux. Pris globalement, les rôles s'articulent entre le plaidoyer en faveur de la recherche, la capitalisation des savoir-faire, la production d'idées et de produits scientifiques, l'appui à la capitalisation des expériences acquises, la facilitation de l'accès aux ressources.

#### Etre responsabilisés

Il en est de même de leurs avis sur le principe et les domaines de partenariat ainsi que des mécanismes de dialogue possibles. Les participants se sont accordés sur les quatre principes fondamentaux devant sous-tendre les relations CORAF/WECARD-OSC : collaboration avec tous les acteurs du milieu rural, respect de l'égalité, de la complémentarité et de la confiance mutuelle, partage et échange d'informations et de connaissances, subsidiarité (répartition des rôles et tâches selon les compétences et les domaines d'intervention). Tout comme ils ont pu identifier les domaines que sont la formulation des thèmes de recherche, la vulgarisation — entendue dans le sens de la diffusion, de l'appui-conseil, du suivi-évaluation, etc.—, l'information-

communication, le transfert de compétences, le renforcement des capacités et la transformation, la commercialisation et l'approvisionnement en intrants. Il en va de même des mécanismes de dialogue, tels les Systèmes nationaux de recherche agricole qui doivent être de véritables émanations des acteurs présents sur le terrain ; les plans d'action qui doivent désormais être présentés par une seule voix repré-

## Ouagadougou Recherche de l'excellence en ressources phytogénétiques

« RIEN NE SE PERD, TOUT SE TRANSFORME ». Cette loi naturelle devrait-elle changer, depuis qu'en Afrique de l'Ouest et du Centre, une bonne partie des ressources génétiques a été perdue ? Pour inverser cette dangereuse tendance menaçant les espèces prioritaires composant la biodiversité agricole, le Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles a organisé la conférence pour une coopération régionale dans le domaine de la conservation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. C'était du 12 au 15 septembre 2006, à Ouagadougou, avec la collaboration du Global Crop Diversity Trust, l'International Plant Genetic Resources Institute, l'Initiative pour une politique en matière de res-

sentative ; les acteurs qui sont appelés à payer leurs contributions annuelles au fonctionnement de l'institution ; les points focaux nationaux qui sont à identifier, en tant que lieux d'échanges fructueux ; les instances décisionnelles de l'institution qui doivent refléter une meilleure représentation de la Société civile ; des rencontres d'échanges et de travail périodiques doivent être organisées ; les réseaux d'organisations diverses reconnues par l'institution qui doivent être responsabilisés pour mieux organiser la communication à la base et bien mettre en cohérence les actions.

**Contact :** Kassalo Bamazi  
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP  
CP 18523, Dakar, Sénégal  
Tél. : (221) 869 96 18  
Fax : (221) 869 96 31  
E-mail : bamazi.kassalo@coraf.org  
Internet : www.coraf.org

sources génétiques, le Réseau Ouest et Centre africain sur les ressources génétiques et l'appui de l'Institut de l'environnement et de recherches agricoles du Burkina Faso. L'objectif visé est de créer un cadre et un mécanisme de partage des responsabilités, en l'occurrence les Centres nodaux d'excellence chargés de la conservation des ressources génétiques et d'élaborer un Plan d'action pour leur mise en oeuvre.

Ce n'est plus un secret que la sous-région dispose d'une riche diversité en la matière. Hélas, la plupart des collections de ce riche patrimoine génétique sont en voie de disparition, du fait que les Systèmes nationaux de recherche agricole, qui assurent la génération, la diffusion et le transfert de technologies dans et entre les pays, manquent principalement de moyen de conservation et de personnel qualifié. Ainsi, depuis 1998, pour consolider et renforcer cela, à l'échelle sous-régionale, le Conseil sous-régional a entrepris des concertations avec l'IPGRI et la FAO sur la mise en œuvre du Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques. Ces rencontres faisaient suite aux différents fora internationaux et

## Thèse : le vinaigre, l'autre secret de la mangue

aux réunions qui avaient déjà reconnu l'importance des efforts fournis par les uns et les autres et recommandé la création de plateformes régionales aptes à aider à l'atténuation de l'érosion génétique continue dans la sous-région.

### Conditions d'éligibilité

Cette recommandation n'est pas restée lettre morte. En effet, sous l'égide du Conseil sous-régional, le Réseau pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les ressources génétiques (ROCAREG) a été créé. En avril 2004, le Conseil sous-régional a organisé, à Ibadan, avec les Centres internationaux et les SNRA, un atelier dont l'objectif était d'examiner les moyens d'amélioration de l'état de la conservation et de la gestion des ressources phylogénétiques. Une des recommandations fortes de cet atelier a été la création de Centres nodaux d'excellence (CNE). Comme on pouvait s'y attendre, l'idée fut soutenue par un financement du Global Crop Diversity Trust, ce qui avait permis au Conseil sous-régional d'engager cette étude sous-régionale sur les modalités de leur création. Cette conférence a validé le rapport de cette étude d'évaluation des capacités des pays de la sous-région.

Ainsi, les participants se sont entendus que ces Centres nodaux s'occupent non pas seulement de la création et de la conservation pérenne des collections de référence, mais aussi de faire de la recherche et de la formation. La recherche prévue doit apporter un plus à celle que font les banques nationales de gènes. Leur supervision doit impliquer les Organisations intergouvernementales sous-régio-

### Une espèce, une zone

Céréales et espèces apparentées dans la zone sahélienne  
Plantes à racines et à tubercules dans la zone côtière de l'Afrique de l'Ouest  
Collections de cocotiers et d'autres plantes industrielles dans la zone côtière de l'Afrique de l'Ouest  
Collections de bananiers et de plantains dans la zone de l'Afrique centrale

**Q**UAND LES HOMMES CESSERONT-ils de provoquer leur propre malheur ? En Afrique subsaharienne, ceci laisse croire que ce n'est pas demain la Veille : en diluant frauduleusement de l'acide acétique (acide faible) d'origine pétrochimique, ils produisent des succédanés (produits ou substances de remplacement) de vinaigre ! Rien n'excuse une telle pratique très nocive à la santé, pas même les multiples contraintes de sa

nales appelées à leur apporter des soutiens financiers substantiels. Tout comme leur partenariat doit accorder un privilège aux Centres internationaux et Instituts de recherche avancée, qu'ils soient à l'intérieur ou hors de la sous-région. Le Conseil sous-régional est vivement invité au lancement d'un appel à candidatures pour abriter un Centre nodal, ouvert à toutes les institutions nationales membres et à procéder à la sélection de celles réunissant les critères et conditions d'éligibilité.

### Sensibiliser et impliquer les administrations

Il s'agit de la ratification du traité international par les pays, en particulier ceux désirant être éligibles à l'accueil d'un Centre nodal d'excellence, d'être à jour de la contribution financière, de la soumission de la candidature par le gouvernement concerné, de la démonstration d'une gestion de qualité des collections des banques nationales de gènes, de la démonstration de la fiabilité d'un système de gestion financière et de la disponibilité d'un financement équivalent aux budgets jusque-là accordés à ces banques. Les espèces prioritaires doivent être désignées, les espèces associées examinées plus tard, une approche harmonisée d'échange de matériel adoptée et mise en conformité avec le traité international de la FAO. Pour ce faire, les SNRA sont exhortés à augmenter leurs contributions annuelles au Conseil sous-régional, sous forme de contributions spéciales accordées à l'ensemble du mécanisme sous-régional de conservation et de gestion des

ressources phylogénétiques, dont les Centres nodaux. C'est en vertu de ce qui précède que les participants ont demandé au Secrétariat exécutif du Conseil sous-régional de développer une stratégie de conservation et de gestion des ressources génétiques, comme une partie intégrante du Plan stratégique. Autrement dit, il doit, dès à présent, négocier avec les instances dirigeantes des Organisations intergouvernementales sous-régionales leur prise en compte dans leurs propres Plans stratégiques, la création de quatre Centres nodaux sur la base des espèces et des zones agroécologiques (voir encadré), l'élaboration d'une politique sous-régionale d'échange de matériel génétique.

Quant aux institutions membres, il leur revient de sensibiliser et d'impliquer les administrations nationales compétentes pour qu'elles s'approprient cette initiative d'intégration sous-régionale et mettent en œuvre le traité à travers l'adoption de lois, de politiques nationales, etc.

**Contact:** Cheikh Alassane Fall  
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP  
CP 18523, Sénégal  
Tél. : (221) 869 96 18  
Fax : (221) 869 96 31  
E-mail : [alassane.fall@coraf.org](mailto:alassane.fall@coraf.org)  
Internet : [www.coraf.org](http://www.coraf.org)



Docteur Bassirou Ndoye,  
le récipiendaire.

nologie alimentaire du Sénégal, Bassirou Ndoye, à la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux, en Belgique.

Portant sur les potentialités microbiologiques, biochimiques et génétiques de starters lyophilisés (ferments auxquels la teneur en eau est soustraite pour mieux les conserver et les transporter) des bactéries acétiques isolées à partir de produits tropicaux d'Afrique sub-saharienne et destinées à la vinaigrerie. Les recherches du docteur Ndoye visaient à isoler et à sélectionner celles qui sont thermorésistantes (adaptation à la chaleur et (ou) à la température élevée), d'intérêt industriel, à partir de fruits — les mangues — du Sénégal et de céréales de base — sorgho — du Burkina Faso. D'autant plus que la production de ces produits agricoles est souvent excédentaire. Les résultats, qu'il a obtenus, apportent des solutions pratiques à ce problème et lèvent ces contraintes environnementales, culturelles et socio-économiques. A partir de 17 isolats bactériens (matériels obtenus des bactéries) et de la sélection de 2 souches de bactéries acétiques thermorésistantes et spécifiques, il a démontré que ces dernières sont capables de produire du vinaigre, au moins à 35 °C.

Ces souches ont été caractérisées par des tests phénotypiques (caractères individuels provenant de la réalisation du génotype et de l'hérédité) et génétiques, dont l'hybridation et la détermination du taux de deux bases azotées de type G et C, des constituants des sous-unités des acides nucléiques transportant l'information génétique contenue dans l'acide désoxyribonucléique (ADN). De même, une nouvelle espèce, *Acetobacter senegalensis* sp nov a été isolée de la mangue du Sénégal, ce qui en fait la dix-septième décrite dans la littérature internationale et la deuxième d'origine

tropicale, les 15 autres étant d'origine tempérée qui nécessitent, pour donner du vinaigre, des températures maximales de 30 °C ; On les appelle des souches mésophiles.

Les starters lyophilisés ont été, ensuite, conçus pour produire de l'acide acétique. Autrement dit, " *les caractéristiques physicochimiques de préservation et la durée de vie microbiologique des souches ont été optimisées, en analysant les caractères physicochimiques intrinsèques et extrinsèques* ", selon le docteur Ndoye. Ont été également déterminées la température de fermentation optimale et la stabilité des souches sélectionnées, durant la conservation des starters.

Ainsi, l'utilisation de ces souches permet surtout de réduire environ de moitié le coût du refroidissement des bioréacteurs industriels du vinaigre qui seraient prohibitifs, eu égard aux coûts élevés des facteurs de production que sont l'eau et l'électricité, en Afrique. Dans cette perspective, une unité de production a été lancée, le 13 octobre 2006, à Ziguinchor, au Sénégal, en présence d'une délégation de la région de Wallonie de Belgique et des autorités du Centre wallon de biologie industrielle en Belgique et de l'Institut de technologie alimentaire de Dakar.

Ces importantes recherches entrent dans le cadre du développement durable, de l'autosuffisance alimentaire et de la santé des populations de la région de l'Afrique au Sud du Sahara.

**Contact** : Bassirou Ndoye  
ITA, BP 2765, Dakar, Sénégal  
Tél. : (221) 859 07 07  
Fax : (221) 832 82 95  
E-mail : ita@ita.sn  
Internet : www.ita.sn

## HarvestChoice : le bon choix fait la belle vie

**T**OUS LES MILLIARDAIRES NE SONT pas sans cœur. Le " milliardaire de l'informatique " en a bien un.

L'Américain que personne ne présente plus, Bill Gates, en est une preuve vivante. La Fondation Bill et Melinda Gates finance le Projet de recherche HarvestChoice au seul profit des populations pauvres d'Afrique de l'Ouest et du Centre et d'autres régions de l'Afrique sub-saharienne. Il est récemment lancé par l'International Food Policy Institute (IFPRI) et le Center for international Science and Technology Practice and Policy (INSTTEPP) de l'Université de Minnesota, aux Etats-Unis.

Prévu pour durer trois ans, le Projet de recherche, HarvestChoice, identifie les technologies et stratégies prometteuses en mesure d'aider à augmenter la productivité des systèmes de culture les plus avantageux pour les populations démunies. Les résultats attendus aideront à orienter les futures politiques agricoles et les choix des investissements privés et publics.

En se servant des données sur les ménages, l'équipe du Projet compte étudier la dépendance des populations rurales et urbaines par rapport aux spéculations locales, sous la forme de demandes alimentaires, de production agricole et de participation au marché. Elle a également prévu la réalisation de la cartographie de leur localité par rapport aux principaux systèmes de production des cultures, dans les pays couverts par l'étude ; l'intention est de mieux jauger là où les technologies locales, endogènes ou développées par d'autres pays dans les mêmes conditions, seraient les plus avancées.

### La seule identification des stratégies agricoles

De plus, elle prospecte du côté des possibilités génératrices de revenus des nouvelles approches de lutte contre les effets de la sécheresse, de la faible fertilité des sols, des rava-

geurs et des maladies sur la qualité des cultures et la productivité.

Afin d'aider à la mise en œuvre et à la dissémination de ses recherches, le Projet a installé un panel de conseillers indépendant et est en train de promouvoir des dialogues et des partenariats, individuels et institutionnels, partout dans le monde. C'est avec le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, le CORAF/WECARD, l'Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa, l'Alliance pour la révolution verte en Afrique des Fondations Bill and Melinda Gates et Rockefeller, le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique de l'Union africaine. " Par la seule identification des stratégies agricoles procurant des avantages directs aux populations pauvres, les efforts déployés dans les technologies agricoles et le développement des investissements peuvent-ils vraiment donner des fruits ? ", s'in-

terroge Stanley Wood, chercheur senior à l'IFPRI et co-responsable principal du Projet de recherche. Il ajoute qu' " en définitive, les meilleurs choix d'investissement récolteront les meilleurs vies. "

**Contact :** Philip Pardey  
University of Minnesota, 1994 Buford  
avenue, 2331 Classroom Office Building  
St-Paul, MN 55108  
Tél. : (1) 612 625 2706  
Fax : (1) 612 625 3196  
E-mail : pardey@apee.umn.edu  
Internet : www.apee.umn.edu/faculty/pardey

**Contact :** Stanley Wood  
IFPRI, 2033 K Street, NW  
Washington, DC 2006  
Tél. : (1) 202 862 5600  
Fax : (1) 612 467 4439  
E-mail : s.wood@cgiar.org  
Internet : www.ifpri.org



Le Projet HarvestChoice vise à soutenir l'amélioration de la productivité des systèmes de cultures qui profitent plus aux populations démunies.

du brûlis, accroissent leur fertilité. Le brûlis empêche l'infestation des champs par les mauvaises herbes et les maladies. Ainsi, pour les paysans, la dégradation des sols résulte de l'interaction de contraintes qui baisse les rendements des cultures, d'où l'important recours à la culture sur brûlis et à la jachère pour juguler cette baisse et lutter contre les mauvaises herbes et les maladies.

Voici de bien minces et éphémères avantages ! En définitive, l'exposition des sols aux intempéries accélère le processus de leur dégradation et la perte des nutriments indispensables à la régénérescence de la fertilité. Et le principal facteur responsable de cette baisse des rendements est la détérioration rapide des stocks de carbone et des nutriments. Ces stocks chutent brutalement à près de 200 tonnes par hectare dans la forêt humide, à près de 105 tonnes par hectare dans la nouvelle défriche, à près de 85 tonnes par hectare dans la bananeraie et à 40 tonnes par hectare au champ d'arachide.

### Rendre plus performante l'agriculture itinérante

Dans le site d'étude, le constat peut être amer de voir qu'aucun paysan n'apporte de nutriments au système de production, sous quelque forme que ce soit : engrais, aliments de bétail, déjections animales, ordures ménagères. Par contre, ils puisent tout simplement sur les réserves naturelles à l'aide de la technique du brûlis, ce qui a provoqué le bilan déficitaire. Pour y remédier, les chercheurs ont, tout d'abord, procédé au recyclage des déjections des vers de terre plus riches en nutriments que la couche superficielle des sols. Hélas, l'activité des vers est faible dans les jachères courtes. Heureusement qu'elle est meilleure dans la forêt et les jachères planifiées. D'où leur idée d'introduire *Inga edulis* (poix doux ou pacaye) dans les jachères naturelles. Du coup, elles produisent plus de biomasse, accumulent plus de nutriments, améliorent les processus biologiques.

Les résultats ne se sont pas faits longtemps désirer : leurs rendements sont 3 à 5 fois plus élevés que ceux des jachères naturelles ; la densité des arbres peut être réduite de 10 000 à



*Inga edulis*, le poix doux

## L'agriculture itinérante sur brûlis fait la tête dure

« POUR FAIRE DISPARAÎTRE LA GUERRE, IL faut enlever l'idée de la tête des hommes ». Cette célèbre formule ne pourrait-elle pas bien être taillée à l'agriculture itinérante sur brûlis ?

Alors, elle risque de durer le temps que durera la guerre. Cela semble d'autant plus plausible qu'en ce qui concerne son possible changement, les chercheurs de l'Institut de recherche agricole pour le développement du Cameroun trouvent la réponse loin d'être simple.

Mode de gestion ancestral des terres, cette technique culturelle dévastatrice de la forêt et de la biomasse, présente paradoxalement des avantages selon les populations. En zone forestière humide, la plupart des sols sont ferrallitiques. Mais les cendres, issues



a edulis, le poix doux

5 000 arbres à l'hectare, sans compromettre les performances atteintes par les rendements des cultures.

C'est ainsi que, dans sa forme rotative qui a le potentiel d'adoption le plus élevé, la jachère à *I. edulis* apparaît comme la formule la plus à même de rendre plus performante l'agriculture itinérante.

**Contact :** Kamegne Jacques  
IRAD, BP 2067, Yaoundé, Cameroun  
Tél. : (237) 220 50 84

Source : IRAD Mirror, janvier-mars 2006.

(Suite de la page 1)

**Question :** M. le secrétaire exécutif, le CORAF/WECARD a-t-il une tâche difficile, relativement aisée ou ambiguë ?

**Réponse :** Je crois que notre tâche n'est pas du tout facile, dans la mesure où nous traitons d'un secteur qui est très important et vital pour notre continent. Je crois que les enjeux et les défis sont énormes.

**Question :** De plus en plus de voix s'élèvent pour demander que l'on associe davantage les chercheurs, à travers les résultats de leurs recherches, au développement du continent africain. Avez-vous le sentiment que les décideurs africains vous écoutent, pourquoi pas, vous consultent et, au

demeurant, vous associent à la prise de décision ?

**Réponse :** Si nous regardons les évolutions institutionnelles qui ont eu lieu, ces dernières années, nous pouvons dire que la recherche agricole occupe de plus en plus une place de choix dans les différentes actions politiques passées, dans la mesure, où au niveau des communautés économiques régionales, nous avons été identifiés comme un partenaire très utile pour la mise en œuvre des différentes politiques agricoles. Je pense donc que les intentions sont là, et maintenant la mise en œuvre effective de ce partenariat rencontre quelques difficultés. On aura l'occasion d'en parler.

**Question :** Quand on évoque l'agriculture, on pense aussitôt à la main-d'œuvre qui en est la cheville ouvrière. Et, aujourd'hui, quand on voit toute cette vague massive de départs des jeunes Ouest africains vers l'Europe, il y a des craintes que notre agriculture ne reste encore à son niveau très bas. Qu'est-ce que le CORAF/WECARD compte faire pour un peu jauger ce phénomène de l'immigration. Y a-t-il des recherches dans ce sens ?

**Réponse :** Monsieur Martial, le problème que vous évoquez pose celui de la complexité de la situation agricole de notre continent, notamment, au niveau de la productivité et de la compétitivité des filières. En fait, aujourd'hui, beaucoup de paysans et de jeunes abandonnent les terres, parce qu'ils se retrouvent souvent avec des productions qu'ils n'arrivent pas à écouler. Je crois que si nous n'arrivons pas à dépasser ce cadre de production pour la production, nous allons continuer à assister à ce drame actuel que nous vivons, avec les départs massifs pour de nouveaux horizons. Donc, dans le cadre du partenariat que nous sommes en train de tisser avec les communautés économiques sous-régionales, nous sommes embarqués dans deux programmes d'amélioration de la productivité agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre qui visent, à améliorer la production, mais surtout la compétitivité des filières. La compétitivité des filières couvre la production, la transformation, la commercialisation, par conséquent, si on n'aborde pas la question agricole autour

de ses différentes composantes, je crois que nous allons toujours encore piétiner et vivre cette situation que nous connaissons, depuis les indépendances. J'ai bon espoir qu'effectivement ces nouveaux Programmes, qui sont entrain de se dessiner, permettront justement de relever les défis et les contraintes.

**Question :** Parmi les contraintes, évidemment vous avez posé le problème de la productivité. Quand on sait, dans la sous-région, que nous sommes à peu près 315 million d'habitants, avec près de 70 % de la population vivant d'activités agricoles, est-ce que 10 % des budgets nationaux consacrés à l'agriculture ne posera pas véritablement un problème.

**Réponse :** Alors, les 10 %, que les chefs d'Etat ont décidé, après la réunion de Maputo, de consacrer au secteur agricole peuvent effectivement ne pas représenter grand-chose dans beaucoup de cas, parce que 10 % du budget de certains pays ne représentent pas grand-chose par rapport aux investissements nécessaires.

Mais en soutenant le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique, les partenaires africains, disons les partenaires du continent, qui veulent accompagner l'Afrique, espèrent voir les chefs d'Etat donner le stricte minimum, c'est ce stricte minimum qui leur a été demandé et qu'ils se sont engagés à donner.

**Question :** La finalité de la recherche est de permettre certainement aux paysans de sortir la tête de l'eau. Or on se rend compte qu'au niveau continental, sous-régional ou national, en particulier au Sénégal, les paysans ont beaucoup de problèmes. Est-ce que le CORAF/WECARD a justement pris des options pour faire sortir ces paysans de ces difficultés-là ?

**Question :** Autrement dit, est-ce que vous avez la potion magique pour venir en aide à ces paysans africains ?

**Réponse :** Je veux que cela soit un peu clair que la recherche ne pourra, à elle seule, jamais résoudre ces problèmes de développement de notre continent. La recherche est une des composantes essentielles de ces programmes de développement pour soutenir le développement continental. Alors, monsieur Ndiaye, vous avez bien fait de poser cette préoccupation,

parce que les défis de la recherche sont très importants et tous n'ont pas leur solution au niveau de la recherche. La recherche est une composante qui peut apporter sa contribution. On parlait tantôt de compétitivité des filières. Aujourd'hui, nous savons qu'il faut faire beaucoup d'efforts pour améliorer la qualité des produits. Par exemple, la recherche a un grand rôle à y jouer, de même que dans l'amélioration de la production, des rendements, etc.

Mais ça ne suffit pas et c'est pourquoi le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique comporte quatre composantes. Les questions relatives à l'eau et à la gestion du sol nécessitent de gros investissements et l'intervention de plusieurs types d'acteurs, parmi lesquels la recherche. Elle peut apporter sa contribution sur comment gérer l'exploitation agricole, comment faire une meilleure gestion de l'eau dans les parcelles, etc. Ce sont les technologies que la recherche doit générer. Concernant les infrastructures rurales, ce n'est pas à la recherche de construire les pistes rurales, c'est de la responsabilité des Etats. Quant aux crises alimentaires, il faut que les Etats fassent le minimum nécessaire pour y faire face. S'agissant de la génération, de la diffusion et du transfert des technologies, nous avons un grand rôle à jouer et nous sommes conscients que nos Etats, pris individuellement, ne sont pas en mesure de faire face aux coûts exorbitants de la recherche. Si vous regardez, monsieur Thiam, le niveau d'investissement dans la recherche agricole de nos pays, vous constatez que les 10 % réclamés sont dérisoires. J'ai été directeur d'une institution nationale du Burkina Faso, pendant 8 ans, je sais donc que c'est vraiment infime, de telle sorte qu'il faut toujours faire appel aux partenaires. Donc les Etats ne contribuent pas beaucoup à ce niveau.

C'est la raison pour laquelle, une organisation comme le CORAF/WECARD a un grand rôle à jouer. Comment mettre les équipes de recherche en synergie afin de faire des économies d'échelle ? Comment impliquer les utilisateurs de la recherche ? Car, pour nous, il ne s'agit pas de faire la recherche pour la recherche, il faut

qu'elle réponde aux besoins spécifiques des utilisateurs des résultats.

**Question :** En parlant de recherche, il y a beaucoup de résultats qui sont restés dans les tiroirs, comme la solution aux problèmes qui attaquent les mamelles des vaches et qui baissent la production laitière, surtout qu'en Afrique de l'Ouest et du Centre, où les études montrent que l'élevage a une contribution de près de 21 % à la croissance agricole. Quelles sont les actions que le CORAF/WECARD entend entreprendre pour disséminer ces technologies existantes ?

**Réponse :** C'est pourquoi j'ai parlé tantôt de recherche et de transfert de technologies. Nous avons développé des mécanismes pour corriger ce vice. Beaucoup de résultats ont été générés de manière non participative. Vous amenez un paquet technologique, vous le donnez à un producteur, vous voulez l'utiliser, mais son adoption ne sera pas chose évidente. Donc pour les nouveaux programmes de recherche, nous essayons d'associer les utilisateurs des résultats, afin que l'adoption se fasse de manière plus facile, parce que répondant à leurs besoins précis.

Pas mal de productions ou de spéculations végétales peuvent répondre à des problèmes de sécurité dans une écologie donnée. Mais le paysan a simplement besoin d'être convaincu. Pour cela, des programmes de dissémination sont en train d'être développés. C'est en ce moment que la recherche se met en relation avec la vulgarisation pour accompagner ce processus-là.

Je suis heureux de vous annoncer, mademoiselle Njipwo, que nous avons pu élaborer, grâce au soutien de la Banque africaine de développement, un programme devant être adopté, dans ce mois de novembre 2006, par son Conseil d'administration et être mis en œuvre, dès Janvier 2007.

**Question :** Je vais revenir sur la question de l'émigration clandestine. On voit que la main-d'œuvre agricole migre vers l'Europe pour travailler là-bas. Vous savez, le Sénégal a mis en place le Plan REVA (retour vers l'agriculture). Vous, en tant qu'Organisation sous-régionale, quelle est votre lecture de ce Plan conçu pour booster un peu son agriculture et permettre à la

population rurale de bénéficier de ses rendements ?

**Réponse :** Ce que je voudrai voir un jour au Sénégal, monsieur Diallo, c'est que 15 % des agriculteurs nourrissent les 85 % de la population. C'est la raison pour laquelle nous bâtissons nos efforts autour des questions liées à la productivité agricole et à la compétitivité des filières, comme je le disais tantôt. Si la production, la transformation, la commercialisation sont prises en considération dans le Plan REVA, c'est une très bonne chose. Mais s'il s'arrête à la seule production, les mêmes problèmes vont surgir.

**Question :** En 2000, à l'Assemblée générale des Nations unies, 191 délégations avaient fixé les 8 objectifs du millénaire pour le développement dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'environnement, etc. Pensez-vous qu'en 2015, ces objectifs pourraient être atteints pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre ?

**Réponse :** Nous venons de faire faire une étude à l'IFPRI, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, qui montre clairement que, même avec le niveau d'investissement de 10 %, il n'est pas évident que les Etats atteindront les objectifs du millénaire pour le développement. Donc il y a un effort d'investissement encore à faire.

Pour cela, il nous faut impérativement atteindre un taux de croissance agricole de 6 %, comme prévu. Mais l'étude montre que, même avec 6 %, cela va être très difficile, et que, dans certains cas, il va falloir réaliser 6,2 %, dans d'autres, 6,8 % ! Donc un des objectifs principaux de cette étude c'est d'attirer l'attention des politiques sur l'importance des investissements qu'ils doivent consacrer à ce secteur, si vraiment ils veulent atteindre ces objectifs. Or nous sommes en 2006, il reste 9 ans, et l'étude indique qu'au meilleur des cas, pour les 21 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, avec les 10 %, il n'y a que 9 pays qui pourront atteindre ces objectifs.

**Question :** De plus en plus on parle de la recherche qui doit être pilotée par la demande, autrement dit, la recherche serait tributaire de la forte demande des paysans. Alors, au niveau du CORAF/WECARD, est-ce

que vous avez un peu réfléchi sur l'impact de la recherche sur les paysans africains ?

**Réponse :** Comment coopérons-nous ? Les Réseaux de recherche mettent des chercheurs ensemble sur une thématique de recherche. Chacun prend un bout de cette thématique. Les bases-centres, qui sont des centres d'excellence, sont sous-tendus par la " philosophie " suivante : un pays ouvre son laboratoire à la coopération sous-régionale aux autres et le CORAF/WECARD l'appuie, lui facilite la mobilisation des ressources additionnelles de fonctionnement. Il y a plusieurs autres modèles de coopération.

Mais pour revenir à votre question, nous avons identifié, à la faveur des réformes institutionnelles que nous avons conduites, depuis les années 2000, un nouveau mécanisme pour permettre la prise en compte des préoccupations des paysans dans les programmes de recherche : c'est le Fonds compétitif régional. Tout a commencé par une grande réunion, tenue à Abidjan, au cours de laquelle les ministres des finances et les ministres de l'agriculture ont arrêté l'idée que chaque pays mette en place un fonds national de la recherche, à l'image, par exemple, du Sénégal qui dispose du FNRAA, le Fonds national pour la recherche agricole et agroalimentaire. Quels sont les principes directeurs de ce genre de fonds ? Pour y être éligible, le chercheur doit soumettre un projet de recherche élaboré à partir d'une contrainte identifiée par les producteurs qui sont associés à la mise en œuvre des activités de recherche. C'est comme ça qu'on arrive à prendre en compte les préoccupations des producteurs.

A partir des priorités que nous avons arrêtées pour la sous-région, des appels d'offres sont lancés pour que des équipes compétissent. Les conditions exigées sont que chaque équipe réunisse des acteurs de trois pays au moins et soit composée de chercheurs, de producteurs, d'ONG, du Secteur privé.

Vous voyez que l'application de ces principes directeurs permet un transfert et une adoption faciles des résultats de recherche.

**Question :** Je vais revenir un peu sur ce que vous avez dit, tout à l'heure.

Vous prenez beaucoup en compte l'environnement international si l'on sait que nos producteurs africains produisent en qualité, mais n'arrivent pas à écouler leur production.

**Réponse :** Je disais tantôt qu'en fait la recherche n'a pas toutes les solutions aux questions de développement agricole. La recherche a un rôle à jouer, et nous entendons le jouer, avec toute l'efficacité qui sied.

Si nous prenons le cas du coton, par exemple, autour des années 80, le Burkina Faso ne produisait même pas 110 000 tonnes mais aujourd'hui, il arrive à faire 600 000 tonnes par an. Savez-vous d'où ça vient ? D'une importante contribution de la recherche ! C'est, en effet, à partir de variétés mises au point par la recherche et de paquets technologiques utilisés, notamment contre les ravageurs, la dégradation avancée de l'environnement, dont la faiblesse de la fertilité des sols, provoquée par la culture du coton. Ces questions ont été prises en compte, c'est ce qui a permis de passer d'un rendement de 800 kilos à peine pour se retrouver à 1,1-1,5 tonne à l'hectare. Ça s'appelle améliorer la production ! J'ajoute que les variétés de coton actuellement mises au point par la recherche présentent d'autres qualités au niveau de la fibre.

Malgré cela, aucune politique de transformation de ce coton n'existe. On veut le vendre à l'état brut, convenez avec moi qu'il va nous être très difficile d'être compétitifs par rapport à des gens qui subventionnent le leur. A ce propos justement la recherche a pu faire des études pour montrer l'impact négatif de la libéralisation sur cette filière. Et c'est ce qui donne les arguments aux politiques, quand ils rencontrent ceux des pays qui subventionnent leur agriculture. Leur plaidoyer consiste à dire : vous voulez nous aider, alors cessez la concurrence déloyale que vous nous faites.

**Question :** A vous entendre parler, docteur Sérémé, c'est comme si la recherche doit être un élément catalyseur pour le développement de l'agriculture africaine.

**Réponse :** Absolument ! C'est un élément catalyseur pour le développement de l'agriculture. Je n'ai aucun doute là-dessus !

**Question :** L'Afrique a toujours su faire de l'agriculture, et dans le cadre de la mondialisation, on a comme l'impression qu'on perd les réflexes pour développer notre agriculture. Alors, comment expliquez-vous cela ?

**Réponse :** Vous avez raison, monsieur Sow, d'évoquer cette préoccupation ; et les Organisations sous-régionales, telles que les nôtres, doivent justement permettre, à travers différents foras, une meilleure conscientisation, que dis-je, la mise à disposition des éléments scientifiques pour créer un changement de la manière dont les politiques traitent le secteur agricole. Car il faut que ça change. Donc, nous apportons les éléments techniques dans un secteur qui mobilise plus de 70 % de la population et contribue pour au moins 35 % du PIB dans beaucoup de pays.

**Question :** Vous avez beaucoup insisté sur le rôle des chercheurs africains. A vos côtés se trouvaient beaucoup de paysans et de pasteurs. Est-ce à dire vous avez su les rallier, leur disant : écoutez, venez nous rejoindre, on va tirer dans la même direction !

**Réponse :** Comme je l'ai dit tantôt, dès les années 2000, nous avons senti la nécessité de permettre l'émergence dans nos différents pays de ce qu'on appelle le Système national de recherche agricole qui regroupe tous les acteurs agricoles, ceux que vous avez nommés ainsi que les ONG et le Secteur privé qui constituent la Société civile, les Universités et Instituts supérieurs de formation, les Instituts de recherche, etc. Ils se font représenter à l'Assemblée générale et travaillent dans les Unités opérationnelles.

Nous sommes acquis à l'idée que pour soutenir une telle dynamique, il nous faut diversifier notre partenariat, surtout à l'échelle de la sous-région. C'est dans cet esprit que le CORAF/WECARD a, aujourd'hui, des accords de coopération avec la CEDEAO, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, et l'UEMOA, l'Union économique et monétaire Ouest africaine qui nous ont identifiés comme leur branche technique pour la mise en œuvre du volet recherche agricole et agroalimentaire de leurs politiques agricoles qui cadrent avec



le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique du NEPAD.

Avec la CEEAC, la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, et la CEMAC, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, nous sommes en pourparler très avancé et dans la même optique de décrocher les mêmes protocoles de coopération.

**Question :** De plus en plus on note que des organismes, comme la COFEGES, la COFEMEN, etc., se sont transformés en opérateurs de l'Organisation internationale de la francophonie. Est-ce qu'un changement de statut ne s'impose pas, aujourd'hui, pour qu'on vous considère beaucoup plus comme un opérateur ?

**Réponse :** Justement, quand vous jetez un coup d'œil sur ces protocoles, effectivement, il y est clairement dit que nous allons contribuer à la mise en œuvre des politiques agricoles définies par ces partenaires qui, en retour, s'engagent à nous faciliter la mobilisation des moyens. Nous, nous sommes une organisation scientifique et nous ne voudrions pas que ce qui est arrivé dans certaines régions du monde se reproduise ici, parce que, une fois que vous changez de statut, il peut avoir certaines implications. D'abord, nous sommes une association internationale apolitique et libre d'agir dans l'intérêt de notre sous-région. A

partir des institutions nationales, nous avons mis en place ce cadre qui nous permet beaucoup de flexibilité dans la façon d'agir.

**Question :** Vous parlez de flexibilité, est-ce que vous l'avez, si l'on sait que vous êtes dans deux zones différentes ? Vous êtes en Afrique de l'Ouest, composée de pays sahéliens, et en Afrique centrale, composée de pays côtiers et de pays forestiers. Est-ce que c'est facile pour le CORAF/WECARD de travailler ? Comment travaillez-vous avec des pays plurilingues ?

**Réponse :** Vous parlez de l'anglais et du français, nos deux langues de travail ! Quand nous faisons nos rencontres, on veille à ce qu'il y ait ces deux langues de communication.

Quant à la question de la couverture géographique, nous n'avons pas de difficultés, mais les acteurs de de l'Afrique centrale ont l'impression que le CORAF/WECARD fait beaucoup plus pour l'Afrique de l'Ouest et très peu pour l'Afrique centrale. C'est vrai, mais l'origine de cette impression explique tout : si ce n'est ces dernières années, le secteur agricole n'avait pas été identifié comme une priorité en Afrique centrale dans les programmes d'investissement !

**Question :** Parce qu'ils avaient du pétrole, du bois !

**Réponse :** Disons qu'il y avait d'autres richesses qui faisaient qu'effectivement les programmes d'investissement ne mettaient pas en avant le secteur agricole, mais aujourd'hui, les choses sont en train de changer, si bien que le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique sera exécuté en deux composantes au niveau de notre sous-région.

C'est pourquoi, nous avons, ces jours-ci, discuté des priorités qui vont nous permettre d'avoir un Plan stratégique révisé.

A partir de ce Plan stratégique, nous allons avoir des plans opérationnels de 5 ans. Il y aura deux plans opérationnels : un plan en Afrique de l'Ouest et un en Afrique centrale. C'est comme ça qu'on va résoudre le problème, que vous soulevez, qui sont liés au fait que ces entités ont souvent des spécificités qui ne sont pas les mêmes au niveau global.

*(Suite de la page 1)*

Organisations non gouvernementales constituent la Société civile. A ce titre, l'œuvre, qu'il a contribué à bâtir, se perpétuera. Au nom de tous les Organes du CORAF/WECARD, du président et de moi-même, nous formulons des sincères condoléances à nos membres, à sa famille, à ses collègues et proches éplorés par cette douloureuse perte. Que les prières, formulées en son endroit, l'accompagnent et que la terre gambienne, où il a été enterré, le 15 mai 2007, à Banjul, lui soit légère.

**Contact :** Paco Sérémé  
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP  
CP 18523, Dakar, Sénégal  
Tél. : (221) 869 96 18  
Fax : (221) 869 96 31  
E-mail : pacosereme@coraf.org  
Internet : www.coraf.org

**Question :** Docteur Sérémé, pour une meilleure prise en charge des problèmes du monde rural africain, est-ce qu'il ne serait pas beaucoup plus intéressant de mettre en place un programme cohérent qui, non seulement va dans le sens d'assurer la sécurité alimentaire, mais aussi et surtout d'améliorer la compétitivité des filières agricoles, tout en préservant bien sûr les ressources naturelles de notre environnement ?

**Réponse :** Monsieur Thiam, ce que vous venez de dire correspond parfaitement à ce programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique que nous contribuons à mettre en place. Tout l'exercice intellectuel, que nous faisons actuellement, vise justement à avoir un programme cohérent qui prendrait en compte les aspects liés à la production, à la compétitivité des filières et à la sauvegarde de l'environnement.

Donc si vous regardez " le résultat des résultats " de cet exercice, c'est incontestablement la gestion des ressources naturelles, c'est-à-dire la fertilité des sols, l'influence des changements climatiques sur notre environnement, sur notre production agricole, et la conservation de la biodiversité.

*Suite de cette conférence de presse dans le prochain numéro.*

## Producteurs de coton : les voisins sont les premiers parents

**N**'A-T-ON PAS RAISON DE SOUTENIR que les voisins sont les premiers parents ? Les producteurs de coton et fournisseurs d'intrants togolais, pétris dans cette culture, s'en sont allés échanger d'expériences avec leurs voisins béninois et burkinabè. C'était au milieu de l'année 2006. Le besoin s'est vraiment fait sentir, quand le paysage institutionnel de la filière coton a connu de nouveaux acteurs : la Fédération nationale des groupements de producteurs de coton et l'Association des fournisseurs d'intrants du Togo.

En effet, les problèmes de gestion de la filière sont ténus. Pour les combattre, les autorités ont décidé d'associer les acteurs au processus de sa relance. C'est alors que cette idée de voyager a germé dans la tête de ces acteurs : échanger d'expériences avec leurs collègues du Bénin et du Burkina Faso, où les réformes en cours impliquent fortement le Secteur privé, et apprendre à mieux jouer leur rôle au Togo.

### Cadre d'analyse comparative

Au Bénin, la première étape de leur périple, les producteurs, les fournisseurs d'intrants et les techniciens du Ministère de l'agriculture ont été en contact avec les représentants de plusieurs structures, tels le Conseil national des importateurs et distributeurs d'intrants agricoles, le Conseil national des producteurs de coton et le Ministère de l'agriculture. Leurs discussions ont été essentiellement axées sur l'évolution de la filière cotonnière depuis les années 60, ses échecs et succès, le schéma organisationnel de la gestion de la sous-filière intrants agricoles, les groupes socioprofessionnels et leur rôle, le mouvement paysan, etc.

Au Burkina Faso, ils ont fait de même avec les représentants des structures rencontrées qui leur ont beaucoup appris sur l'histoire nationale de la production cotonnière, la privatisation de la filière par zone, l'approvisionnement des producteurs en intrants agricoles, le conseil technique aux pro-

ducteurs, l'égrenage et la commercialisation du coton fibre.

Enfin, les deux voyages d'étude ont servi à la délégation de cadre d'analyse comparative des avantages et des inconvénients de chaque réforme.

**Contact :** Projet MIR  
11 BP 882 Ouagadougou 11, Burkina Faso  
Tél. : (226) 50 37 45 13  
Fax : (226) 50 37 49 69  
E-mail : ifdcburkina@ifdc.org

## Radios rurales : en ordre de lutte contre la pauvreté et la faim !

**D**ÉPUIS LA MORT DÉCLARÉE D'UNE certaine idéologie, la solidarité agissante est-elle, elle aussi, passée pour morte ? Rien de plus compréhensible de demander que si cette assertion n'est pas légitime, pourquoi alors huit cent cinquante millions de personnes dans le monde n'ont toujours pas assez à manger ! Pourquoi seuls les ruraux en payent le plus lourd tribut, en représentant les soixante-dix pourcent ? Pourtant la sécurité alimentaire implique le droit d'être à l'abri de la faim, l'accès aux ressources, l'accès à l'eau potable et à la santé mentale et physique. Le fossé est béat entre les convictions et la réalité. Il l'est suffisamment pour que toutes les bonnes volontés s'y engouffrent, y compris le Réseau des radios rurales des pays en développement.

Présent dans plus de cent trente-cinq pays d'Afrique et disposant de plusieurs contacts dans le monde, le Réseau, un organisme international à but non lucratif, appuie un réseau de radiodiffuseurs en matière de programmation destinée aux collectivités rurales, les petits paysans au premier chef. Pour ce faire, il leur offre plusieurs services touchant les vraies préoccupations de leurs auditeurs.

### La biodiversité dans une ferme agricole

En matière de sécurité alimentaire, qui ne peut être atteinte sans un envi-

ronnement stable, l'égalité, l'éducation, la sécurité sociale, la détermination et la paix, l'importante documentation disponible permet une connaissance approfondie de ces questions par les professionnels de la radio. En ce qui concerne la santé et la nutrition, la sensibilisation des producteurs et de leurs familles contribue à combattre les facteurs de leur déclin qui ont noms mauvais approvisionnement en eau, alimentation malsaine, exposition aux pesticides et autres produits chimiques, services sanitaires inadap-tés, etc. Concernant la réduction de la pauvreté, un milliard trois cent millions d'individus sont des pauvres dans les pays en développement. En mettant à leur disposition ce puissant outil qu'est la radio, le Réseau leur accorde une voix pour s'exprimer, leur donne l'occasion de décider ensemble et de prendre le contrôle de leur vie.

Quant aux femmes, le fait d'être responsables des trois quarts de la pro-

#### Coraf Action

Lettre d'information trimestrielle  
du Conseil Ouest et Centre africain pour  
la recherche et le développement agricoles

#### Directeur de la publication

Paco Sérémé

#### Rédacteur en chef

Armand Faye

#### Coordonnatrice nationale

ayant collaboré à ce numéro :  
Rose Ekindi Mbonga, IRAD, Cameroun

#### Documentation

Kassalo Bamazi

#### Mise en pages

Ngor Sarr

#### Edition et distribution

CORAF/WECARD

#### Version anglaise disponible

CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP,  
CP 18523, Sénégal  
Tél. : (221) 869 96 18  
Fax : (221) 869 96 33  
E-mail : paco.sereme@coraf.org  
E-mail : armand.faye@coraf.org  
E-mail Coraf Action :  
coraf.action@coraf.org  
Internet : www.coraf.org

ISSN : 0850 5810

Imprimerie : Saint-Paul, Dakar

duction alimentaire des ménages ne les soustrait pas à cette situation de pauvreté, où elles constituent les soixante-dix pourcent. Pour s'en sortir, elles ont vitalement besoin d'informations pratiques, d'éducation, de crédits, de marchés, de terres, de postes de responsabilité, d'une maternité en bonne santé, d'une division équitable du travail. La documentation du Réseau leur offre des réponses sur comment y parvenir. Quant à l'environnement, dont la sainteté garantie la viabilité des systèmes agricoles, des enregistrements disponibles informent sur l'impact de pratiques agricoles sur le milieu et fournissent les outils nécessaires à la décision de rendre durable la production alimentaire.

Enfin, s'agissant de la biodiversité qui produit des cultures résistantes aux maladies et insectes et tolérantes aux variations climatiques, la menace de pratiques agricoles dangereuses est tellement imminente que le Réseau encourage la diversité pour faire pousser des cultures différentes, conserver et enregistrer des semences, partager les connaissances relatives aux méthodes indigènes susceptibles d'augmenter la diversité dans une ferme agricole.

**Contact :** Réseau de radios rurales des pays en développement  
1404, rue Scott, Ottawa ON  
Canada, K1Y 4M8  
Tél. : (613) 761 3650  
Fax : (613) 798 0990  
E-mail : info@farmradio.org  
Internet : www.farmradio.org

**Agrovision.** Bulletin d'information trimestriel du Projet de renforcement de l'interface entre les Etats et les chambres d'agriculture en Afrique de l'Ouest. *Le numé-*



ro 1 de novembre 2006 traite d'intéressants sujets sur l'agriculture : l'installation de l'observatoire des plantes à racines et à tubercules par la Coordination générale de la Conférence des ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, la fécondité du dialogue entre décideurs et producteurs, la professionnalisation des acteurs agricoles, le renforcement des capacités des chambres d'agriculture, les défis de l'intégration en Afrique de l'Ouest, la feuille de route du NEPAD pour la croissance et l'éradication de la pauvreté, le point d'achoppement des négociations internationales, les préalables des accords de partenariat économique ACP-UE, les journées du paysan du Burkina Faso et du Mali, la biotechnologie, les OGM et les semences transgéniques, le marché mondial du coton.

**Information Sources in Patents.** Par Stephen R. Adams. *L'ouvrage traite des développements futurs discutés au niveau des instances du traité de coopération sur le brevet, administré par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Il traite également des informations à fournir dans une demande de brevet, de ses différents outils d'analyse, des références des bases de données sur les*

*brevets et de comment exploiter leurs informations. Il est destiné aux spécialistes des brevets et à tous ceux qui s'intéressent à la question des droits de propriété intellectuelle.*

Edité par K.G Saur Verlag, C/o K. G. Saur GmbH et CoKG Ortlerstrasse 8, D-81373 Munich, Allemagne. Décembre 2006, 236 pages, ISBN 10:3-598-24443-6. Prix 98 euros.

**Agriculture en Afrique tropicale.** Par Romain H. Raemaekers. *L'agriculture en Afrique tropicale a beaucoup évolué, durant ces dernières années. Cette évolution a été si rapide et si fondamentale qu'il s'est avéré nécessaire*

*de rassembler, dans un seul document, les acquis récents de la recherche et de l'expérience des praticiens.*

*Cet ouvrage est le fruit de la collaboration entre soixante-quinze agronomes — coopérants, chercheurs nationaux et étrangers, planteurs chevronnés — qui ont partagé leurs expériences agricoles dans la pratique des cultures industrielles ou vivrières en Afrique tropicale.*

Edité par la Direction générale de la coopération internationale, rue des Petits Carmes, 15, Karmelietenstraat 15, B-100 Bruxelles, Belgique.

2001, 1634 pages, ISBN 90-806822-2-5.

## AGENDA

### Les réunions du Conseil

□ Dans le cadre de la révision de son Plan stratégique, le CORAF/WECARD organise le quatrième atelier, de la série de sept, sur la consultation pour la recherche de consensus, du 27 au 28 janvier 2007, à Saly Portudal, au Sénégal.

□ Dans le cadre de la révision de son Plan stratégique, le CORAF/WECARD organise le cinquième atelier, de la série de sept, sur le développement organisationnel et institutionnel du CORAF/WECARD, du 26 au 28 février 2007, à Douala, au Cameroun.

□ Dans le cadre de la révision de son Plan stratégique, le CORAF/WECARD organise le sixième atelier, de la série de sept, sur le développement du plan opérationnel, du 14 au 17 mars 2007, à Dakar.

### Les réunions conjointes

□ Le CORAF/WECARD organise, en collaboration avec le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et le centre national de recherche agronomique de Côte d'Ivoire, son vingtième anniversaire, du 28 au 31 mai 2007, à Abidjan, où il est né, en mars 1987. A cette occasion, des personnalités seront décorées, y compris les anciens et nouveaux présidents et secrétaires généraux du Conseil.